

Un retraité au Royaume-Uni contraint de quitter sa maison de retraite pour avoir critiqué l'islam...

écrit par Jules Ferry | 30 août 2025





►Un retraité au Royaume-Uni contraint de quitter sa maison de retraite pour avoir critiqué l'islam...

Robin Clarke (photo) explique qu'il est expulsé de la maison de retraite Henwick Grange pour avoir dénoncé l'islam, mais le personnel dit qu'il « ne peut plus répondre à ses besoins »...

Bienvenue dans les lois islamiques sur le blasphème – en Grande-Bretagne.

Worcester News

Frontpage

□Un résident d'une maison de retraite âgé de 71 ans et souffrant de problèmes de mobilité dénonce avoir été expulsé pour avoir exprimé des opinions anti-islamiques sur des affiches qu'il avait placées à ses fenêtres.

Robin Clarke affirme qu'il est expulsé de la maison de retraite *Henwick Grange* à Hallow Road, St John's, Worcester après avoir collé des affiches sur les fenêtres de sa chambre critiquant la religion...

Cependant, un porte-parole de la maison de retraite, gérée par Bondcare, a déclaré que le personnel ne pouvait plus répondre à ses besoins...

□Quels « besoins » de M. Clarke ne peuvent plus être satisfaits par le personnel ? Personne à Henwick Grange ne le dira. Se pourrait-il que son « besoin » d'exprimer son opinion critique sur l'islam ne puisse être « satisfait » – c'est-à-dire autorisé – par la maison de retraite, parce que les musulmans du personnel ont été offensés et voulaient le réduire au silence ?

Il a dû quitter son ancien appartement, car il n'était pas adapté à une personne handicapée comme lui. Il ne peut pas y retourner en toute sécurité.

Le retraité a déclaré qu'il considérait cette mesure comme une tentative de « le faire taire ou de le censurer ».



***Des affiches anti-islam ont été placées sur les
fenêtres –Le journal Worcester News a flouté les
messages***

« C'est en fait un avis d'expulsion. Ils disent qu'ils ne peuvent plus répondre à mes besoins, mais ils ne m'ont pas encore expliqué lesquels. »

« Je pense qu'il y a très peu de doute sur la véritable raison. »

□ Ce sont les affiches critiquant l'islam qu'il a placardées sur sa vitrine qui ont conduit à son expulsion. Ni lui ni nous ne pouvons en douter.

« Ils ont essayé de trouver une excuse légale et c'est la plus proche qu'ils ont pu trouver », dit-il.

Les affiches, qu'il a depuis retirées avec un ami, étaient accrochées à la fenêtre de sa chambre et, selon lui, elles étaient visibles depuis la cour mais pas depuis la route.

Il a déclaré avoir signalé l'incident à la police, mais ils ont répondu qu'il s'agissait d'une affaire civile.

Clarke déclare : **« Ce n'est pas que les musulmans soient mauvais. L'intention était de me réduire au silence, mais ils n'y sont pas parvenus. Je me bats pour la liberté d'expression. »...**

□ Il est plus qu'un peu trop indulgent en insistant sur le fait que « ce n'est pas que les musulmans soient mauvais » simplement parce qu'ils ont été tellement offensés par ses opinions qu'ils ont exigé, et obtenu, son expulsion de la maison de retraite. De toute évidence, dans leur croyance inculquée que les non-musulmans sont « les plus vils des êtres créés », que les musulmans, en revanche, sont « les meilleurs des peuples », que les juifs et les chrétiens ne doivent pas être considérés comme des amis « car ils ne sont amis qu'entre eux », que – comme l'a dit Mahomet –

l'islam « est fait pour dominer et non pour être dominé », ils constituent une menace pour les non-musulmans parmi lesquels ils ont élu domicile. Même si M. Clarke a retiré les affiches, cela n'a pas suffi à faire taire les musulmans mécontents ; ils voulaient son départ, point final.

Il est puni : expulsé de Henwick Grange malgré son handicap, simplement pour avoir exprimé ses opinions sur l'islam. Cela constitue assurément une « discrimination sévère », comme il le dit, à son encontre ; son seul délit a été d'avoir osé afficher une ou deux affiches critiques de l'islam à la fenêtre de sa chambre, si petites qu'elles étaient invisibles depuis la rue.

Lisa Cliff, la directrice de la maison, a déclaré : « Nous ne sommes pas en mesure de commenter les détails de cette question ou de toute autre question relative à la prestation de soins.

« Cependant, notre première préoccupation est le bien-être de nos résidents et bien sûr de notre personnel, et il est devenu clair que Henwick Grange n'est plus en mesure de répondre aux besoins de M. Clarke. »

□C'est malhonnête. Les responsables de la maison de retraite ont-ils pensé au bien-être de M. Clarke ? Certainement pas. Il semble désespéré, soudainement mis à la porte sans autre endroit où aller. Mais qu'en est-il de la mention par Lisa Cliff du « bien-être de notre personnel » ? ***J'imagine que ce personnel comprend un certain nombre de musulmans, et qu'ils ont été offensés par les affiches de Clarke à la fenêtre de sa chambre, où il critiquait – on ne sait en quels termes – l'islam.*** Ces membres du personnel se sont plaints, et au lieu de s'entendre dire que ses opinions ne les

regardaient pas et qu'il avait le droit d'exprimer modestement son désarroi face aux enseignements de l'islam ou au comportement de ses adeptes au Royaume-Uni, c'est Clarke qui a été puni par son expulsion de Henwick Grange. Au Royaume-Uni, la critique de l'islam n'est pas encore totalement interdite. Mais nous y arrivons. Demandez à Robin Clarke.



►Procès : un gang de migrants accusé d'avoir violé et fait chanter une enseignante autrichienne...



Autriche : 7 jeunes issus de l'immigration accusés d'avoir violé et fait chanter une enseignante, incendié sa maison et décapité un animal mort en vidéo

Les jeunes ont fait vivre un « enfer » à l'enseignante, puis ont incendié sa maison pendant qu'elle était en vacances, selon les allégations incroyables.

Une affaire choquante en Autriche fait la une des journaux dans tout le pays après qu'un gang de sept jeunes a violé une enseignante, l'a maltraitée, a incendié son appartement et a même décapité un animal mort sur vidéo avec une machette, selon les procureurs.

Accusés d'avoir abusé de l'enseignante pendant des mois, les jeunes, âgés de 14 à 17 ans, sont actuellement jugés. Ils ont comparu devant le tribunal de district de Liesing à Vienne.

Les médias autrichiens publient plusieurs articles sur cette affaire, notamment dans [Der Standard](#) et [Kronen Zeitung](#). La victime est une enseignante âgée d'une vingtaine d'années.

La liste des chefs d'accusation est choquante : extorsion aggravée, viol collectif, viol, abus sexuel, trafic de drogue et incendie criminel.

La victime a déclaré à la police avoir eu des relations sexuelles consenties avec l'un de ses élèves mineurs en avril 2024. Il n'avait alors que 16 ans.

À partir de là, leur relation sexuelle s'est intensifiée.

Les procureurs affirment que l'adolescent s'est ensuite présenté à l'appartement avec d'autres jeunes, qui se faisaient appeler le gang Liesing. Ils ont alors déclaré détenir des informations compromettantes sur l'enseignante après qu'elle ait eu des relations sexuelles avec un mineur, et ont utilisé ces informations pour obtenir davantage de relations sexuelles, ainsi que de la drogue et d'autres objets de la part de l'enseignante.

Les jeunes ont également commencé à la filmer et à prendre davantage de photos, que l'enseignante affirme

avoir été utilisées pour obtenir davantage d'informations compromettantes.

Armés de ces informations compromettantes, ils l'auraient forcée à leur acheter de la drogue, de la nourriture et du tabac.

Un Irakien de 15 ans est accusé d'avoir exercé une pression extrême sur la victime, lui demandant de payer divers articles. Le jeune homme de 15 ans a également obtenu les coordonnées bancaires de la femme et a payé 31 courses en taxi avec Uber et Bolt, ce qui a entraîné des frais d'un montant de 545,28 €.

Cependant, les accusations les plus graves concernent les allégations d'abus sexuels. La femme affirme avoir été continuellement contrainte d'avoir des relations sexuelles avec les adolescents, que la presse a identifiés comme étant pour la plupart issus de l'immigration.

Le gang lui a également montré des vidéos intimidantes de leurs actes, notamment une vidéo dans laquelle ils décapitaient un animal mort à la machette. On ne sait pas s'ils sont accusés d'un crime lié à la décapitation, car l'animal était déjà mort.

Selon les procureurs, les jeunes auraient incendié l'appartement de la femme en janvier. **Celle-ci était en vacances lorsque les jeunes se sont introduits par la terrasse arrière, ont organisé une fête, puis ont incendié son appartement, selon les procureurs.**

Quatre membres du gang de jeunes ont été identifiés alors qu'ils descendaient près d'un tramway juste avant le début de l'incendie. L'Irakien de 15 ans a été retrouvé dans l'appartement de la femme la nuit où il a brûlé. Il était connecté au Wi-Fi de l'appartement juste avant l'incendie criminel. L'une des montres de la femme

a également été retrouvée chez la sœur de l'adolescent après qu'il la lui eut donnée.

« Au cours de l'enquête policière sur les causes de l'incendie, elle a finalement raconté aux agents les mois d'enfer qu'elle avait vécus », selon le parquet de Vienne.

La police a trouvé des traces d'ADN de deux membres du gang de jeunes sur des mégots de cigarette trouvés sur les lieux du crime. Les adolescents nient toutes les accusations et refusent de témoigner dans cette affaire.

Un jeune de 15 ans a admis avoir pris des taxis, payés par l'enseignante. Ils affirment tous que la femme a eu des relations sexuelles consenties avec eux.

Les jeunes risquent jusqu'à sept ans et demi de prison s'ils sont reconnus coupables, selon le Kronen Zeitung.

Une fois que l'enseignante est revenue à son appartement, elle a contacté les autorités pour leur faire part des détails de l'affaire.



►Le ministre britannique de la Justice musulman va interdire l'accès aux bars (pubs anglais) aux « criminels »...



Le ministre de la Justice de Starmer, Shabana Mahmood

Jihad Watch

Où en est la situation au Royaume-Uni sous le régime Starmer ? Des Britanniques sont emprisonnés pour avoir remis en question l'immigration musulmane de masse. Et le ministre de la Justice de Starmer, Shabana Mahmood, qui avait milité pour le terrorisme islamique en Israël, **a proposé des « alternatives » aux peines de prison, comme l'interdiction des bars et des matchs de football.**

Cette dernière incarnation du système policier à deux vitesses du Royaume-Uni frappe plus durement la population autochtone, tout en appliquant commodément un principe de la charia en matière d'alcool.



La plus grande classe criminelle du Royaume-Uni ne s'inquiète pas trop d'être bannie des pubs et les seuls matchs de football qui l'intéressent impliquent des équipes ou des joueurs pakistanais.

Pendant ce temps, les vrais criminels errent encore plus librement dans les rues des villes britanniques.

Complément de RR : au moins 155 criminels reconnus coupables dans les affaires des « grooming gangs » au Royaume-Uni ont déjà été libérés, parfois sans être expulsés...[JDD](#)



►Pas de prison pour le jeune islamiste qui a préparé l'attentat contre le concert de Taylor Swift...



[BBC](#)

Un adolescent de 16 ans qui avait aidé à préparer une attaque déjouée lors d'un concert de Taylor Swift à Vienne l'année dernière a évité la prison.

Mohamed A a été condamné mardi à 18 mois de prison avec sursis en vertu du droit pénal des mineurs à Berlin.

Le Syrien, qui, selon les procureurs, a été radicalisé par la propagande de l'État islamique (EI) sur Internet, avait 14 ans lorsqu'il a aidé l'agresseur potentiel à traduire des instructions de fabrication de bombes de l'arabe et l'a mis en contact avec un membre de l'EI.

Les trois concerts à guichets fermés de Swift au stade

Ernst Happel de Vienne ont été annulés en août dernier par les organisateurs du concert après que l'attaque prévue a été découverte par la police.

Le tribunal a déclaré que l'adolescent avait fait des aveux complets sur les accusations.

Au moment où les accusations ont été portées, il n'était identifié que sous le nom de Mohamed A, conformément aux lois allemandes sur la protection de la vie privée.

En cas de condamnation avec sursis, les condamnés doivent remplir certaines conditions pour éviter d'être envoyés en prison.

Trois suspects, tous adolescents à l'époque, ont également été arrêtés par les autorités autrichiennes dans le cadre de ce complot.

Une enquête est en cours sur le principal suspect, Beran A., actuellement en garde à vue. Cet Autrichien de 20 ans a été arrêté avant les concerts grâce à une information de la CIA.

Les services de renseignement étrangers américains ont déclaré que les conspirateurs espéraient tuer un grand nombre de spectateurs du concert.



►La citation :

Un responsable de l'Autorité palestinienne : *mourir en tant que « martyr » est plus important que terminer ses études...*

Laila Ghannam, haut responsable de l'Autorité palestinienne, a exprimé l'une des valeurs fondamentales de l'idéologie de l'AP : la mort pour Allah, par le

terrorisme contre les Israéliens, est l'une des plus grandes réussites de la société palestinienne – plus élevée que l'éducation, plus élevée que la vie.

Utilisant un jeu de mots dérangeant sur le mot arabe « shahada », qui signifie à la fois « certificat » et « martyr », Ghannam, gouverneur du district de Ramallah, a félicité les familles des élèves « martyrs » décédés pour l'accomplissement par leurs enfants de la « grande Shahada » – c'est-à-dire la mort pour Allah, plutôt que leur certificat de fin d'études.

Ghannam a également élevé leur mort et leurs funérailles au rang de « mariage » avec les 72 Vierges du Paradis, conformément à la tradition islamique, célébrée dans l'Autorité palestinienne chaque fois qu'un terroriste meurt lors d'une attaque terroriste.

[Palwatch](#)